

Revue politique militante

numéro spécial

20 mai 1975

mobilisation

DOSSIER SPECIAL



- Face à la crise, les capitalistes attaquent
- Le mouvement ouvrier à la croisée des chemins
- Que faire? S'organiser.

Face à la crise, les capitalistes attaquent

le capitalisme, c'est la crise!

Il y a des désordres actuellement au Québec, il y en a aussi dans le monde entier. Ca va mal. il y a beaucoup de chômage, les prix montent toujours, les hommes politiques tombent. Comment ça se fait?

Mais pour vraiment comprendre, il faut savoir que cette situation n'est pas nouvelle: ça fait longtemps que ça dure. Parce que la crise est causée par le capitalisme lui-même, aussi longtemps que le capitalisme existera, il y aura des crises. A intervalles réguliers, il y a des crises, par exemple la grande crise des années '30. Pourquoi? Parce que le capitalisme est au prise avec une contradiction interne qu'il ne peut résoudre. D'un côté, les patrons doivent faire de plus en plus de profits, ou être éliminés, et pour cela, ils doivent toujours augmenter les prix et réduire les salaires des travailleurs. De l'autre côté, il faut qu'ils transforment leur marchandise en capital. Donc ils doivent vendre de plus en plus, mais ils ne peuvent y arriver car ils nous paient de moins en moins! C'est une contradiction que les capitalistes n'ont jamais été capables de régler.

Mais au Québec, en Amérique du nord en général, nous avons moins souffert des crises. En

comment transformer une mauvaise chose en une bonne chose

D'abord, les capitalistes disent: la crise, ce sont les travailleurs qui l'ont causé, c'est eux qui doivent la payer. Il faut donc diminuer les salaires, travailler plus, et dans des conditions de travail plus dures. Il faut renvoyer beaucoup d'ouvriers. De plus, dans les quartiers, il faut que les femmes de travailleurs n'aient pas droit à des services essentiels comme les garderies populaires, par exemple. Les milliers de mises-à-pied récemment, sont une conséquence de cela: presque 300,000 chômeurs au Québec! Cela a pour effet qu'en trois ans, les prix ont augmenté de plus de 30 pour cent: un tiers de notre salaire perdu à cause de l'inflation!

Les gouvernements au service des patrons sont actuellement en train de préparer un plan d'attaque

un rapport de force politique

L'Etat, on l'a vu depuis longtemps, est un instrument aux mains des capitalistes canadiens et américains. Les patrons utilisent et contrôlent le terrain politique en essayant de nous faire croire à leur démocratie avec des arguments du genre: "Si vous n'êtes pas contents, élisez en un autre!". Mais on s'aperçoit vite que le choix est limité: tous les partis sont du côté des patrons. D'ailleurs tous les chefs de gouvernement sont eux-mêmes d'anciens patrons: Trudeau le millionnaire, Bourassa de la famille Simard, Cournoyer l'ex-avocat patronal, etc. En fait les gouvernements constituent une sorte de

effet, les capitalistes se battent pour le partage du monde. C'est ce qu'on appelle l'impérialisme. Et depuis 30 ans c'est l'impérialisme américain qui domine. Ainsi, ils vont aller exploiter les richesses des pays du tiers-monde, ils forcent les peuples de ces pays à se tuer pour des salaires de famine, réalisant ainsi des super-profits. Aussi, les impérialistes américains ont tenté d'imposer aux autres pays capitalistes (en Europe surtout) leur domination. Mais toute domination a une fin un jour. Ainsi depuis 10-15 ans, les peuples du tiers-monde se sont organisés et révoltés: ils ont fait reculer l'impérialisme. Ainsi, les grandes victoires au Vietnam et au Cambodge, sont de dures défaites pour l'impérialisme américain. Partout dans le monde, ceux-ci sont battus et repoussés. Ils ne peuvent plus exploiter le tiers-monde et ils ont de la difficulté à faire des profits ici. C'est la raison de la crise actuelle, qui monte progressivement depuis 7-8 ans. Les capitalistes cherchent les moyens pour en sortir.

contre les travailleurs pour nous forcer à payer la crise capitaliste. Les capitalistes utilisent notre argent collecté sous forme de taxes pour financer leur réorganisation. Ainsi le gouvernement envoie des millions aux grandes compagnies comme ITT, IBM, \$100 millions à la United Aircraft! Le gouvernement initie des gros projets spectaculaires comme les Jeux Olympiques et la Baie James, qui aident les capitalistes. Ceux-ci se servent de la crise pour renforcer leurs positions, pour écraser les plus petits, pour affaiblir les travailleurs. En tentant de faire porter le poids de la crise par les travailleurs, ils essaient d'augmenter leurs profits et de se sortir de la crise. Mais au fond, ils ne font que reporter l'aboutissement. Cet aboutissement peut prendre du temps à venir, d'autant plus que les capitalistes même affaiblis demeurent puissants.

quartier général pour les patrons.

Au Canada et au Québec, c'est le gouvernement fédéral qui représente le chef-de-file capitaliste en matière politique. C'est le gouvernement fédéral qui dirige, les provinces suivent. Par exemple, c'est le Ministre fédéral Turner qui prépare l'offensive contre les travailleurs en voulant passer des lois qui limiteraient les augmentations de salaires. Au Québec, le gouvernement provincial représente les mêmes intérêts, ceux des capitalistes américains et canadiens, et il suit cette politique. Mais au Québec, c'est bien connu, il y a des problèmes particuliers

Les capitalistes nous exploitent plus encore que dans le restant du Canada en général en nous faisant subir une oppression nationale, qui rajoute à l'exploitation quotidienne. Conséquemment, les travailleurs québécois, en plus d'avoir à se libérer comme travailleurs, ont aussi à se libérer comme québécois.

Le désordre politique actuel est causé par ces contradictions au sein des bourgeoisies et entre leur gouvernements. Par exemple, les capitalistes canadiens et leurs gouvernements (comme celui du Parti Libéral) sont aux prises avec certains capitalistes nationalistes québécois, qui veulent prendre leur place pour s'entendre directement avec l'impérialisme américain. C'est comme des contre-maîtres qui se battent entre eux, pour obtenir les faveurs du patron. Ces capitalistes québécois, ils se sont donné un parti: le Parti Québécois. Ce parti essaie de nous faire croire qu'il défend les intérêts des travailleurs. En tous cas, une chose est sûre, il y a une division dans les rangs des

"la loi, c'est la loi"... des boss

Les capitalistes ont tout dans leurs mains: les médias d'information, la police, la "justice", le système d'éducation, les commissions d'enquête, etc. Ces instruments, ils s'en servent pour exploiter et réprimer les travailleurs. Actuellement, ils ont décidé de partir en guerre contre le mouvement ouvrier et populaire. Ils parlent de la "loi", que tous doivent respecter, et qu'ils qualifient même de "neutre et impartiale".

Les attaques contre les travailleurs ne datent pas d'hier. Il y a eu la grève du Front Commun en 1972, qu'ils ont écrasé. Il y a des injonctions qui sont constamment utilisées contre les travailleurs d'hôpitaux, les postiers, les débardeurs, les gars de la United Aircraft, de la CTCUM, et tant d'autres. Il y a toutes les lois qui empêchent les travailleurs de prendre leur sort en main. Mais les capitalistes pensent que tout cela n'est pas encore assez. Ils veulent aller plus loin encore dans la répression. Pour cela, ils se servent présentement des luttes intersyndicales et du banditisme dans la construction et ils ont mis sur pied la Commission Cliche. Là, on a surtout parlé contre les travailleurs, contre les syndicats, mais presque jamais contre les patrons, contre l'Etat. Le résultat est qu'on met des syndicats en tutelle. On veut punir le mouvement syndical en entier en faisant payer aux travailleurs très cher les luttes soit-disant "illégalles". On veut nous empêcher de lutter.

En même temps, les capitalistes déclenchent une immense campagne de presse contre les travailleurs qui demandent "trop", "les syndicats qui sont des bandes de gangsters". On parle souvent de fiers-à-bras et de banditisme dans les syndicats. Nous ne nions pas cette réalité. Mais l'Etat voit bien que ce qu'il veut bien voir. Il ne parle jamais des tueurs qui sont engagés par les patrons pour réprimer les travailleurs (comme par exemple à l'Université de Montréal). De plus, on dit partout que ce sont les travailleurs et les syndicats qui causent l'inflation. Tout cela vise à enlever aux travailleurs ce qui leur reste comme moyens de défense.

C'est une offensive contre le mouvement ouvrier et populaire. C'est une offensive qui vise particulièrement la prochaine lutte des travailleurs du secteur public, le prochain Front Commun, car les capitalistes ne peuvent pas accepter que ces

capitalistes au Québec. Avec la crise économique, cette division devient plus vive: elle se manifeste souvent par les nombreux "scandales" qui sont dévoilés dans le Parti Libéral et dans le gouvernement (comme les liens avec la pègre).

En face du mouvement ouvrier et populaire, les capitalistes et leurs gouvernements ont deux choix: la récupération (par des réformes), ou la répression. Selon le moment, ils emploieront plus une méthode que l'autre. Ainsi, en 1970, ils ont amené l'armée et emprisonné des centaines de personnes. En 1972, ils ont arrêté plusieurs militants syndicaux et ils ont brisé la grève des 200,000 travailleurs du secteur public par un décret spécial. C'est clair, en face du mouvement ouvrier qui commence à se réveiller, en face des capitalistes nationalistes qui veulent prendre leur place, les capitalistes canadiens, avec l'aide des impérialistes américains, sont en train de choisir la répression comme solution. Il faut comprendre les derniers événements dans ce contexte.

travailleurs traditionnellement sous-payés rattrapent l'inflation (cela aurait un effet d'entraînement dans le secteur privé). On peut dire que l'offensive actuelle est une sorte de test en vue de voir comment les travailleurs vont réagir. A partir de là, les capitalistes pourront perfectionner leur plan d'attaque. C'est pourquoi Bourassa et Trudeau disent qu'il faut "rétablir l'ordre à tout prix". Choquette-lamatraque annonce que le massacre des travailleurs de la United "annonce l'avenir".

La répression actuelle, l'escalade qui se poursuit peut déboucher sur plusieurs alternatives; **ou bien** on s'en va vers une sorte de grande répétition générale, où les forces s'alignent des deux côtés, se mesurent et se préparent. C'est le face à face où les parties évaluent leurs forces; **ou bien** l'escalade se poursuit jusqu'à un affrontement général; **ou bien encore**, ce qui est plus plausible, les centrales syndicales conscientes de leurs divisions, opèrent un repli et capitulent devant l'Etat. Cette troisième voie amènerait un climat de démobilisation très néfaste dans le mouvement ouvrier et en particulier dans le secteur public qui se prépare à affronter l'Etat bientôt. La deuxième voie, quoique peu probable n'est pas une hypothèse à éliminer. C'est la voie la plus dangereuse dans ce sens qu'elle nous amènerait dans un rapport de force avec l'Etat où notre manque d'organisation et de direction nous conduirait à une grande défaite. Quand à la possibilité, d'un alignement de forces respectives (Etat — Mouvement syndical) il a comme avantage de nous permettre de mesurer la combativité et le niveau de mobilisation de l'ensemble des travailleurs, de renforcer notre solidarité, et, sur la base de ces acquis, d'aller de l'avant dans notre organisation. Quoiqu'il en sera, nous devons tenter de nous servir de ces luttes pour apprendre à mieux nous organiser et ainsi à mieux lutter.

Le mouvement ouvrier à la croisée des chemins

la situation dans le mouvement syndical

En fait, plusieurs syndicats ont été pris en main par des dirigeants réactionnaires et mitaines qui ont plus à cœur l'intérêt des patrons. Les travailleurs qui en font partie n'ont souvent que peu à dire devant des chefs et des permanents syndicaux qui contrôlent tout. De plus, nos syndicats sont pris dans un ensemble de lois et de règlements qui les enchaînent au capitalisme. Les mécanismes de la négociation, le Code du travail, toute la procédure de griefs et d'arbitrage sont pensés pour enlever aux travailleurs le contrôle sur leurs propres affaires. C'est pourquoi on assiste présentement à des luttes de démocratisation interne dans les syndicats. Mais en plus de cela, les dirigeants des syndicats se battent entre eux, favorisant ainsi la division et la faiblesse face aux patrons, et la lutte pour changer nos syndicats doit ainsi se doubler d'un effort pour s'unir entre nous à la base.

En fait, les travailleurs n'ont pas le choix. Ils doivent changer leurs syndicats, les reprendre en main, en chasser tous les réactionnaires et les vendus qui y occupent les postes dirigeants aujourd'hui. Mais il faut faire une analyse des différents syndicats actuellement pour comprendre mieux, pour agir mieux.

FTQ: syndicalisme d'affaire

La FTQ, c'est la centrale syndicale qui regroupe tous les gros syndicats de l'industrie, les filiales des syndicats américains comme les Métallos, les Machinistes, les débardeurs, etc., en plus d'autres syndicats "bien de chez nous" comme les postiers, le Syndicat Canadien de la Fonction publique, etc. Les dirigeants de la FTQ et la grande majorité des exécutifs locaux sont devenus des spécialistes pour collaborer avec les capitalistes et l'Etat contre les travailleurs. Mais la crise actuelle rend difficile cette bonne vieille collaboration: les patrons et l'Etat ne peuvent plus s'entendre comme avant, même avec ceux qui hier encore collaboraient avec eux. Ils doivent redéfinir leurs rapports. C'est pourquoi la FTQ se révolte.

Mais les syndicats de la FTQ ne sont pas un bloc uni. Il y a par exemple les gros syndicats d'affaire comme les Métallos, les Travailleurs Unis de l'Automobile, etc. Ce sont eux qui dirigent la FTQ actuellement. Il y a aussi des bandits à la Al Capone qui étaient et sont encore à la tête de la FTQ-construction et chez les employés de commerce, etc. Mais il y a finalement en plus des syndicats

combatifs, comme les postiers, certains syndicats du 298 (hôpitaux), qui sont plus combattifs, plus démocratiques. Ce sont ces syndicats qui nous font comprendre que le syndicalisme, ce n'est pas seulement les dirigeants, c'est aussi la masse des travailleurs qui se battent souvent pour en reprendre le contrôle.

Auparavant, plusieurs syndicats FTQ dirigés par des chefs corrompus étaient en général capables de s'entendre pacifiquement avec les patrons, d'autant plus que leurs revendications étaient en général très modestes: les dirigeants syndicaux ne demandaient jamais trop aux boss et ils n'insistaient presque jamais pour mobiliser la masse des travailleurs. La crise actuelle a bouleversé cette situation. La grève de la United Aircraft à Longueuil est un exemple typique de cela.

A la United, on a un syndicat d'affaire (les TUA) qui ne s'est jamais distingué dans le passé par sa grande combativité et son désir de mobiliser les masses de travailleurs. C'était un syndicat comme bien d'autres, qui essayait de s'entendre avec les boss. Cette longue grève de 17 mois et la situation actuelle prouvent hors de tout doute à quel point la collaboration avec les patrons n'est plus une issue possible à la United. D'abord, il y a les capitalistes de la United qui ne voulaient pas négocier, qui voulaient briser le syndicat. De toutes façons, ils auraient réduit leur production à cause de la crise. De l'autre côté, il y avait les travailleurs qui ne voulaient briser le syndicat. De toutes façons, ils poussaient dans le dos du syndicat pour qu'il soit plus ferme sur ses positions. Ce sont ces facteurs qui expliquent la dureté du conflit. Malgré cela, c'est une grève qui est menée par en haut, sans que la base des travailleurs ne soit véritablement organisée et mobilisée pour diriger la lutte. Ce n'est pas la combativité qui empêche la participation des travailleurs. C'est le type de direction syndicale. On n'a jamais fourni aux travailleurs les moyens pour



s'organiser solidement et on a toujours laissé à un petit groupe de dirigeants et de permanents le soin de tout mener, d'avoir des négociations secrètes, etc. Ce n'est pas une grève comme celles des travailleurs de Firestone ou de la CTCUM par exemple qui ont été les grèves menées par la masse des travailleurs, avec des comités de grève de plusieurs dizaines de travailleurs et où toute la stratégie et les tactiques étaient décidées par la masse des travailleurs.

Les événements récents sont une conséquence de ce contexte. Un petit groupe de travailleurs a tenté une action d'éclat: qui s'est mal terminée, parce que c'est pas une petite gang de gars qui peuvent vaincre la United. Ce geste a certes démontré la combativité des travailleurs. Ils veulent lutter, ils sont écoeurés de la compagnie. Mais d'autre part, ils ne sont pas bien organisés. La masse des travailleurs ne participe pas à la grève. Ce genre d'actions-suicides ne remplace pas l'essentiel: c'est-à-dire la mobilisation et l'organisation des travailleurs. C'est une leçon qui coûte cher aux gars de la United.

Pendant ce temps, qu'est-ce qu'a fait la FTQ? D'abord, la FTQ n'a jamais organisé de façon systématique l'appui à ces travailleurs. A part les grosses déclarations habituelles, presque rien. On n'a pas du tout encouragé et aidé le syndicat de la United à utiliser les tactiques de mobilisation et de solidarité comme l'avaient fait entre autres les ouvriers des Engrais du St-Laurent (Valleyfield) ou de la Canadian Gypsum (Joliette et Montréal). Pour la United, on s'est contenté d'organiser des gestes symboliques, comme des fêtes, ce qui n'est pas mauvais mais ne remplace pas l'action concrète. Le syndicat a même refusé une collaboration poussée de la part du Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières pour organiser un appui large à la grève. Il a fallu attendre à la dernière minute, attendre le

massacre des 34 travailleurs pour qu'on se décide à faire quelque chose, après 17 mois de grève! Tout cela est caractéristique de plusieurs syndicats de la FTQ. Il va falloir que ça change.

la CSN est-elle différente de la FTQ?

La CSN possède un avantage par rapport aux autres syndicats c'est qu'elle n'est pas contrôlée par les labor boss américains. Pourtant, on y pratique en général le même syndicalisme d'affaire, les dirigeants de la CSN sont aussi prompts que les autres à collaborer avec les patrons, à établir une structure syndicale bureaucratique et hiérarchique qui empêche la masse des travailleurs de prendre leur situation en mains. Mais à la CSN aussi il y a des syndicats locaux qui ont été repris par les travailleurs de la base.

Se basant sur ces exceptions la CSN se présente souvent comme une centrale syndicale plus "progressiste", qui désire des changements, qui met de l'avant une sorte de "réformisme", qui ne remet pas en cause le système mais qui est supposé améliorer notre sorte. Le réformisme de la CSN charrie grandement l'illusion que l'Etat est un instrument "neutre", "impartial", au-dessus des classes et de leurs luttes. Ce n'est un hasard, si par exemple, c'est la CSN qui a le plus appuyé au début la Commission Cliche: plutôt que de mobiliser la base des travailleurs pour nettoyer les syndicats pourries, on compte sur la bourgeoisie gouvernementale pour faire le travail à notre place! Il faut voir dans ce choix une conséquence du réformisme de la CSN de ne pas être capable de comprendre l'évidence: ce n'est pas l'Etat capitaliste qui va nous aider à reprendre en main nos syndicats, c'est même plutôt le contraire! S'il touche au syndicalisme, c'est à coup sûr pour le caler.

Dans ce contexte, la CSN assume exactement la même responsabilité que la FTQ face aux défaites du syndicalisme dans son ensemble à l'heure actuelle. Elle n'a pas tenu compte des intérêts des travailleurs, mais de ses propres intérêts en tant qu'appareil. Elle a fait le jeu des capitalistes et de l'Etat. Il est maintenant trop tard pour pleurnicher. Laissons cela aux syndicalistes de droite comme Chevrette (commissaire à la Commission Cliche vice-président de la CEQ et organisateur du PQ dans la région de Joliette) qui affirme que le rapport Cliche est bon, c'est l'utilisation qu'on en fait qui est mauvaise. C'est comme les gens qui affirmeraient que de fournir des avions à des pays fascistes n'est pas mal en soi, c'est l'utilisation que ces pays en font qui est mauvaise! Seuls les idéalistes et les malhônêtes peuvent croire de pareils mensonges.

l'inflation, c'est les boss qui la font, l'inflation, c'est les boss qui la paieront!

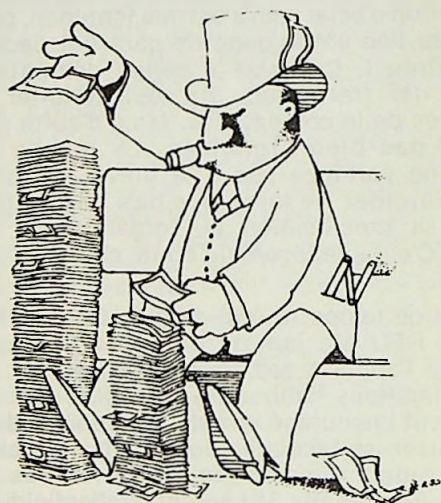
Mais toute la situation du syndicalisme au Québec est déterminée par un facteur, un facteur qui en dernière analyse demeure le plus important. Ce facteur, c'est la masse des travailleurs. Malgré les labor boss, malgré les dirigeants des centrales syndicales, les travailleurs de la base s'organisent pour lutter, ils refusent de payer la crise des capitalistes, ils veulent transformer leurs syndicats.

Cette combativité de la base déjoue actuellement les plans des patrons. C'est une combativité qui s'organise souvent très spontanément, qui conduit à de durs affrontements. Les exemples récents des postiers de Montréal, des ouvriers des Engrais du St-Laurent, des travailleurs d'hôpitaux, le front commun des mineurs de Thetford Mines reflètent ce nouveau climat parmi la masse des travailleurs. Face à cela, les dirigeants syndicaux sont obligés d'emboîter le pas, souvent à contre-cœur. De l'autre côté, les boss veulent briser ces luttes en se donnant de nouveaux instruments de répression.

Mais la combativité de la base commence aussi à se donner de nouveaux instruments pour dépasser le moment d'une lutte ou d'une grève. C'est une combativité qui prend la forme d'une démocratisation par la base des syndicats, par la constitution de groupes de base qui mobilisent les travailleurs. C'est une combativité qu'ont démontré les travailleurs de Firestone et de la CTCUM. A long terme, cette combativité constitue le danger potentiel le plus grand pour les boss et pour l'Etat des boss. Les mesures récentes contre le mouvement ouvrier visent à bloquer cette combativité plus qu'à éliminer certains dirigeants syndicaux.

De plus les travailleurs ne s'organisent pas seulement sur leurs lieux de travail, mais aussi dans les quartiers pour défendre leurs conditions de vie, contre la taxe d'eau par exemple, ou pour obtenir des garderies populaires. Face aux capitalistes et à

l'Etat, les couches populaires ont répliqué: "c'est à nous de décider de nos besoins", affirment-ils. Ce n'est pas à nous de payer la crise des capitalistes. Ces couches populaires qui s'organisent rejoignent la masse des travailleurs et participent à la même lutte. La répression qui s'en vient contre le mouvement ouvrier vise donc aussi le mouvement populaire.



contre les fausses solutions

Face à la crise actuelle, il y a toutes sortes de fausses solutions qui sont proposées aux travailleurs.

Par exemple, il y a le réformisme, l'illusion qu'il suffit de modifier certaines choses mineures, dans le cadre du capitalisme, pour améliorer notre sort. C'est aussi l'illusion que l'Etat est un instrument neutre, qu'il suffit de se faire élire, d'appuyer le PQ ou le NPD ou le RCM pour changer la situation. Le réformisme reflète les hésitations de la petite bourgeoisie qui tente illusoirement de concilier les intérêts des travailleurs et ceux des patrons. C'est une illusion qui est causée par le capitalisme lui-même pour empêcher les travailleurs de prendre leurs luttes en mains et de lier leur combat quotidien à l'objectif final: la destruction du capitalisme et l'instauration du socialisme.

Mais il y a aussi d'autres illusions véhiculées par les médias bourgeois ou certains courants dans le mouvement ouvrier, tel le **terrorisme**. Le terrorisme repose sur l'illusion qu'une petite bande de gars bien organisés peut faire sauter le système avec des bombes. On sait bien que ces gestes ne donnent rien,

et que de plus ils sont souvent utilisés par les capitalistes pour justifier la répression. Certains terroristes seront même des provocateurs de la police, comme l'agent Samson de la RCMP. Le terrorisme sert alors de moyen pour répandre la peur ou l'incertitude parmi les travailleurs. La semaine passée, par exemple, ils ont dit que c'était le FLQ qui avait kidnappé des gérants de banque. Les travailleurs et leurs organisations doivent résolument s'opposer à ces illusions. Le capitalisme ne sera pas renversé par une poignée de gars révoltés et prêts à tout casser, mais par l'organisation et la mobilisation de la masse des travailleurs. Nous savons que nous devons entreprendre une lutte difficile et prolongée, sur nos propres bases, et qu'il n'y a pas de solution facile et rapide. Nous devons nous opposer à toutes les fausses solutions réformistes et terroristes et amorcer une lutte à long terme pour établir notre propre pouvoir: le socialisme!

Que faire? S'organiser

face à la grève générale du 21 mai

La situation récente est le résultat d'une longue crise générale. Les événements se précipitent: les grèves "illégalées", le Rapport Cliche, United Aircraft, etc. les forces en présence se préparent. Suite à l'offensive générale de l'Etat, le mouvement ouvrier commence à s'organiser pour réagir. La FTQ a lancé le mot d'ordre de grève générale, qu'elle se prépare à mettre en pratique dans certains syndicats. Certains syndicats de la CSN entreprendront aussi certaines actions.

C'est un mot d'ordre qui est lancé par en haut: il a été décidé dans une assemblée composée à 90% de permanents syndicaux. Quand un officier syndical a demandé des précisions, on lui a dit qu'il recevrait des instructions! Ce sont des syndicats comme les Métallos, les teamsters, la construction qui gardent un contrôle sur toute l'opération. La masse des travailleurs n'a qu'à suivre les "instructions". Dans ce sens, la grève prend l'allure d'une grève bureaucratique et risque d'être un échec. Les travailleurs ne sont pas consultés ni organisés. Plusieurs ne comprennent pas l'enjeu actuel.

Malgré cela, nous pensons que les travailleurs doivent s'organiser pour participer à la grève générale et là où cela est possible la prendre en main. Il faut transformer cette grève en un moyen pour renforcer la combativité et la solidarité. Nous devons la transformer de sorte qu'elle exprime la combativité de la masse des travailleurs. Il faut aussi démontrer la solidarité avec les travailleurs de la United Aircraft et les aider à remporter leur longue grève. Les travailleurs doivent viser à retirer la direction aux chefs syndicaux et s'organiser sur leurs propres bases. Il faut que les travailleurs, dans leurs syndicats locaux ou dans leurs organisations

de base prennent la direction de la lutte, forment des **COMITES DE LUTTE** pour le mouvement de grèves qui peut se développer, pour éviter le charriage et la manipulation des chefs syndicaux. De cette façon, la **grève générale sera un moyen** (et non une fin) pour renforcer la combativité et l'organisation, l'"école de la guerre" pour élever la conscience des travailleurs et intensifier leur solidarité. Ce n'est que la première étape d'une longue lutte qui ne pourra déboucher que par un patient travail d'organisation, et non pas seulement des gestes spectaculaires.

En formant les comités de lutte, les travailleurs reprendront le contrôle de cette lutte. Ils éviteront aussi de tomber dans la provocation, et l'affrontement violent avec les capitalistes et leur Etat, affrontement qui dans l'état actuel de nos forces ne pourrait qu'être défavorable à leur cause. Parler de grève générale illimitée comme certains dirigeants syndicaux irresponsables relève d'une méconnaissance et d'un mépris des travailleurs: cela coûterait cher et profiterait aux patrons de même qu'aux dirigeants syndicaux réactionnaires. Nous savons au contraire que notre lutte sera longue, qu'il faut savoir préserver nos forces et adopter ce principe militaire: foncer quand l'ennemi recule, le contourner quand il fonce.

organiser notre combativité

La combativité que les travailleurs manifesteront le 21 mai, et dans les semaines qui suivront qu'ils manifestent déjà dans les luttes quotidiennes, doit être organisée. Il faut transformer les syndicats locaux et quand cela n'est pas possible, former des groupes de base qui se chargeront de démocratiser les syndicats à long terme tout en organisant la lutte des travailleurs.

Transformer les organisations ne signifie pas changer de clique ou d'hommes, mais changer le contenu et la forme de l'organisation et des luttes. C'est une transformation fondamentale, qui doit se bâtir par la **combativité**: 90% de luttes et 10% de négociations, c'est la formule qui tient compte que le facteur principal est la mobilisation des travailleurs. L'organisation doit aussi se bâtir dans la **démocratie** la plus large: c'est la masse qui décide, les porte-paroles et les officiers exécutent les décisions des travailleurs. L'organisation doit aussi développer le principe de la **solidarité**: solidaires dans l'entreprise entre tous les départements, entre les hommes et les femmes, les francophones et les immigrants, etc., mais solidaires aussi avec tous les travailleurs face aux

patrons et à l'Etat.

Développer l'organisation n'est pas possible sans développer la conscience, comprendre les intérêts des travailleurs et ceux de leurs ennemis. Les principes de base doivent être anti-capitalistes et anti-impérialistes, contre la bourgeoisie et l'impérialisme américain qui exploitent et oppriment les travailleurs. Nous devons aussi saisir les limites des luttes économiques et défensives pour comprendre l'importance de la lutte politique, de la lutte pour le pouvoir, l'importance de la nécessité pour les travailleurs d'en finir avec le capitalisme. Ces principes de base permettront de bâtir nos organisations dans les intérêts véritables des travailleurs.

Il faut utiliser les événements actuels pour renforcer l'organisation et développer les acquis. Il

faut aussi saisir l'enjeu de l'offensive actuelle des boss et de leur Etat. C'est une offensive contre les travailleurs, contre leurs luttes. C'est une offensive qui vise particulièrement la prochaine lutte des 200,000 travailleurs du secteur public, et l'éventuel Front Commun qui se prépare. Il faut protéger cet acquis et déjà commencer à s'organiser pour constituer un véritable Front Commun de la base, un Front Commun bâti par et pour la masse des travailleurs. Dans le secteur industriel, il faut suivre

la voie des mineurs de Thetford, de Firestone, des Engrais du St-Laurent, et de tant d'autres. Mais pour mener cette lutte à terme, il faut aussi commencer à s'organiser sur une base encore plus élevée, dépasser les luttes immédiates et viser loin. Pour cela, il faut se forger un outil de lutte supérieur, l'instrument capable à la fois de diriger nos luttes et surtout de les amener dans une perspective globale, révolutionnaire. Cet outil, c'est le parti révolutionnaire.

bâtir le parti révolutionnaire dans les masses

Le mouvement révolutionnaire au Québec est encore faible et jeune... Il commence à peine à comprendre la réalité, à développer une stratégie. Mais nous sommes confiants dans l'avenir. Le progrès parcourus sont encourageants.

Ainsi, nous pensons que l'organisation révolutionnaire ne se bâtit dans le ciel, en dehors des travailleurs et de leurs luttes, mais bien au contraire en plein coeur de la masse. L'organisation révolutionnaire doit viser à diriger correctement les luttes économiques, les luttes syndicales, amis en les liant à l'objectif à long terme, le socialisme. L'organisation révolutionnaire constitue une partie du mouvement ouvrier, mais sa partie la plus décidée.

Le mouvement révolutionnaire ne part pas de rien. Il se guide sur 150 ans de luttes et d'expériences ouvrières, des expériences synthétisées par la théorie révolutionnaire, le marxisme-léninisme. Il nous faut tenter de lier ces leçons à nos luttes actuelles, solidaires de la lutte des travailleurs dans le monde entier.

Le mouvement révolutionnaire doit s'unir avec les travailleurs les plus combattifs, les plus décidés et les plus conscients. C'est ainsi que pourra s'édifier une forte organisation qui jouera un rôle de direction des luttes, qui sera capable de combattre

toutes les fausses solutions et de faire en sorte que les meilleurs éléments du prolétariat et du peuple en général s'emparent de la question du parti révolutionnaire et contribuent à son édification.

Nous savons que notre travail est un travail à long terme. Nous avons devant nous des dizaines d'années de luttes, mais nous sommes confiants. Le petit peuple du Vietnam a vaincu l'impérialisme. Sa victoire est une source d'inspiration pour les peuples du monde. Ici comme ailleurs la révolution ne sera pas l'oeuvre d'une poignée de gars décidés, mais le travail de la masse des travailleurs organisée et dirigée par un fort parti révolutionnaire. Il nous faut entrer dans cette lutte avec le maximum d'énergies et d'enthousiasme.

Face à la grève générale qui s'en vient et à la lutte qui va sûrement se poursuivre dans les semaines et dans les mois qui s'en viennent, l'intervention des révolutionnaires vise à transformer le combat actuel en un moyen d'organiser et de renforcer la combativité et la solidarité ouvrière et populaire.

a propos du présent dossier

Le présent dossier a été produit par un groupe de militants révolutionnaires qui interviennent dans diverses entreprises de la région de Montréal. Par ce texte, ces militants ont voulu se doter d'un outil de travail, d'un cadre général pour orienter leurs interventions dans les divers milieux face aux événements récents et au mouvement de grève initié par la FTQ.

Dans ce sens, le dossier ne constitue pas une analyse systématique de la situation politique et économique, ni non plus un programme d'action pour le mouvement ouvrier. Il doit plutôt être utilisé comme un guide très général, qu'il faut analyser et préciser par rapport au milieu d'intervention précis, en tenant compte des forces en présence et de la constitution d'une direction révolutionnaire.

Notre idée en le publiant est de fournir aux militants révolutionnaires un cadre d'ensemble pour préciser leur intervention, particulièrement par rapport aux éléments progressistes et combattifs parmi les travailleurs. Actuellement, nous sommes à l'aube d'une nouvelle étape dans le mouvement ouvrier, caractérisée par la répression accrue des capitalistes face à l'essor de la combativité et de la solidarité ouvrière et populaire. Cette nouvelle situation nous oblige à accélérer notre processus de clarification afin de présenter aux masses l'alternative révolutionnaire dont elles ont besoin et qui se démarquera de toutes les fausses solutions bourgeoises. La publication du texte suivant constitue justement une première tentative, encore très embryonnaire, d'amorcer le dégagement d'une telle alternative.

Mobilisation

Pour abonnements et correspondance, s'adresser à Mobilisation, 1867 rue Amherst, Montréal (514) 522-1373. Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec. Abonnement régulier: \$5.00 pour 10 numéros. Faire votre paiement à l'ordre de Mobilisation.